

Le syndicalisme face au bouleversement écologique

Patricia Gibert est directrice de recherche en écologie évolutive au CNRS. Elle travaille sur la capacité d'adaptation des insectes aux changements environnementaux. Elle est également membre du CA du SNCS-FSU depuis plus de 15 ans.

La révolution industrielle nous plonge directement dans l'ère de l'anthropocène et des bouleversements écologiques irréversibles induits par l'activité humaine. Or la défense syndicale et la défense environnementale entretiennent un rapport ambigu que nous retrace Patricia Gibert entre convergence (santé des travailleurs) et divergence (sauvegarde de l'emploi). Pour dépasser cet antagonisme deux chemins antagonistes se dessinent, celui tracer par les défenseurs d'une croissance verte qui veulent mettre l'écologie au service de l'emploi et celui dessiner par les tenants de la décroissance qui invite à rompre purement et simplement avec nos modes de production et de consommation actuels. Les bases du débat sont posées et elles pourraient éclairer sous un jour nouveau la question des retraites.

L'anthropocène

L'anthropocène, tel que proposé par le prix Nobel de chimie Paul Crutzen à la fin du siècle dernier, est cette ère géologique qui a débuté au début de la révolution industrielle de la fin du xx^e siècle et qui se caractérise par l'empreinte que l'être humain va laisser sur la planète¹. Dans un article intitulé « Approaching a state shift in Earth's biosphere », publié en 2012 dans *Nature*², 22 chercheurs et chercheuses soulignaient déjà la sous-estimation des effets de seuil dans la régulation des écosystèmes, et prédisaient que les activités humaines pourraient entraîner des changements brutaux et irréversibles de l'écosystème mondial. Les récents rapports du GIEC et de l'IPBES montrent que ces seuils sont d'ores et déjà atteints pour le climat (augmentation prévue d'ici la fin du siècle de 1,8 à 4 °C en fonction des estimations³) et la perte de biodiversité (1 million d'espèces animales et végétales sont menacées d'ex-

tinction au cours des prochaines décennies⁴). L'altération des mécanismes régulateurs de la biosphère entraîne également l'acidification des océans, la dégradation des sols et la perturbation des cycles de l'eau et de l'azote. À cela s'ajoutent l'épuisement des réserves en énergies fossiles, en minéraux, en eau douce et en ressources halieutiques.

Certains parlent de crise écologique, mais le terme de crise suggère qu'un retour à la situation antérieure est possible, ce qui n'est pas le cas. Ce n'est donc pas à une crise mais bien à un bouleversement écologique à laquelle que nous devons faire face. S'il n'y a aucun doute sur le fait que les syndicats doivent jouer rôle majeur pour accompagner cette transition, des débats peuvent exister sur les modalités et les objectifs des actions.

Historique des relations syndicats-écologie

Les liens entre mouvements écolo-

1 Foucart S., « Allons-nous entrer dans l'anthropocène en 2016? », *Le Monde*, 2 janvier 2016 (https://www.lemonde.fr/planete/article/2016/01/02/allons-nous-entrer-dans-l-anthropocene_4840896_3244.html).

2 Barnosky A., Hadly E., Bascompte J. et al. « Approaching a state shift in Earth's biosphere », *Nature* 486, 52-58 (2012) doi:10.1038/nature11018.

3 Rapport du GTI du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Résumé à l'intention des décideurs 2018 (<https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/05/ar4-wg1-spm-fr.pdf>).

4 Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques. Communiqué de presse: le dangereux déclin de la nature: un taux d'extinction des espèces « sans précédent » et qui s'accélère. 2019. (<https://ipbes.net/news/Media-Release-Global-Assessment-Fr>).

5 « Syndicalisme et écologie : en pratique » – Table ronde avec Anabella Rosenberg (CSI) et Bernard Saincy (CGT). Propos recueillis par Fabrice Flipo et Anahita Grisoni, Edouard Morena – *Mouvements* 2014/4 (n°80). (<https://www.cairn.info/revue-mouvements-2014-4-page-132.htm#>)

6 « Green New Deal : une révolution venue d'Amérique? » *France culture* 19/02/19. (<https://www.franceculture.fr/emissions/les-nouvelles-de-leco/les-nouvelles-de-leco-du-mardi-19-fevrier-2019>).

7 Plihon D. « Vers un Green New Deal européen? », *Politis*, 27 novembre 2019 (<https://www.politis.fr/articles/2019/11/vers-un-green-new-deal-europeen-41103/>).

gistes et syndicaux ne sont pas récents. Par exemple, au XIX^e siècle, des luttes ouvrières existent dans les mines ou dans les tanneries sur des questions de pollution de l'air ou de l'eau⁵. Après la Deuxième Guerre mondiale, les revendications sur les questions environnementales et leur impact en termes de santé et de conditions de travail se rejoignent en partie au travers des comités d'hygiène et sécurité. Mais l'opposition entre les défenseurs de l'environnement et ceux des travailleurs et des travailleuses devient tangible à partir des années 1970 alors que les grands sites industriels pourvoyeurs d'emplois sont également ceux dont les impacts négatifs sur l'environnement sont souvent les plus importants. En France, ces divergences s'estompent depuis le début du XXI^e siècle avec, par exemple, l'apparition de la notion de développement durable dans certains textes syndicaux. Les catastrophes écologiques industrielles telles que AZF ou plus récemment Lubrizol ont également accentué ce rapprochement. Cependant, des dissensions importantes existent sur le rôle des syndicats dans cette transition écologique, entre les partisans de la croissance verte et ceux de la décroissance.

Le Green New Deal

Les partisans de la croissance verte peuvent se retrouver dans le Green New Deal (GND), ce mouvement qui nous vient des États-Unis⁶, porté par les associations de protection de l'environnement et une partie de la gauche et dont le fer de lance est Alexandria Ocasio-Cortez, élue démocrate à la Chambre des représentants. L'idée est de modifier en profondeur l'économie pour se débarrasser des énergies fossiles (notamment par la fin des subventions aux énergies carbonées) et investir dans les énergies renouvelables (transports propres, énergies vertes, systèmes agricoles durables) tout en créant des millions d'emplois. Comme on le voit l'idée est de ne plus opposer écologie et économie mais de réaliser une transition écologique socialement juste. En Europe, malgré quelques déclarations de posture, notamment de la nouvelle présidente de la commission européenne, Ursula von der Leyen, la transposition du GND s'annonce difficile et impliquerait des choix politiques budgétaires

et fiscaux radicaux qui ne semblent pas être dans l'air du temps⁷. C'est là que les syndicats pourraient avoir un rôle à jouer en encourageant l'intervention des États vers des activités moins polluantes tout en protégeant socialement les travailleurs et les travailleuses et en facilitant les reconversions professionnelles si nécessaire. Par exemple, dans nos laboratoires de recherche, milieu que je connais bien, depuis quelques mois, des actions initiées par les personnels se multiplient pour encourager les pratiques éco-responsables (limitation des trajets en avion, meilleure utilisation du numérique...) qui pourraient être relayées voire encouragées par les syndicats. Les syndicats pourraient également dénoncer les financeurs peu scrupuleux en matière d'environnement et faire pression pour l'adoption par l'administration de critères écologiques dans l'attribution des marchés publics.

Le syndicalisme écosocialiste

Pour les partisans de la décroissance, la croissance économique, i.e. produire toujours plus, consommer toujours plus de ressources naturelles, et produire toujours plus de déchets, est incompatible avec le fait que les ressources naturelles sont limitées. L'économiste américain Kenneth Boulding disait: « Celui qui croit que la croissance peut être infinie dans un monde fini est soit un fou soit un économiste. » (The only people who believe in infinite growth in a finite world are madmen and economists). Ainsi pour les partisans d'un syndicalisme écosocialiste, le GND serait un piège dans lequel les syndicats ne doivent pas tomber, au risque d'encourager les politiques à ne rien changer, c'est le « polluer moins pour polluer plus longtemps! »⁸. La solution? Il faut en finir avec la croissance, destructrice, injuste et aliénante. Pour cela, il faut revenir à la base des mouvements ouvriers du XIX^e siècle et lutter pour l'abolition du salariat et la sortie du capitalisme. Ce mouvement repose donc sur la baisse de la consommation (et donc de la production) d'énergies et de biens matériels et le partage des richesses. Le renoncement à ces besoins créés par le capitalisme ne pourra être accepté qu'avec un changement en profondeur des valeurs culturelles de la société. Pour le sociologue, Michael Löwy, médaille d'argent du CNRS en



1994, « l'enjeu planétaire de ce processus de transformation radicale des rapports des humains entre eux et avec la nature est un changement de paradigme civilisationnel, qui concerne non seulement l'appareil productif et les habitudes de consommation, mais aussi l'habitat, la culture, les valeurs, le style de vie. »⁹ C'est donc d'un changement radical dont qu'il est question, et ceci ne fait pas l'unanimité au sein des syndicats. Dans le milieu de la recherche, la transition écologique nous encourage à une réflexion sur l'éthique de nos recherches et remet en cause profondément non seulement la manière de faire de la recherche mais les sujets de recherche par eux-mêmes, leur mode de financement et la sacro-sainte « liberté du chercheur ». De beaux débats en perspectives!

Exemple : la crise actuelle de la réforme des retraites

La plupart des syndicats se battent en ce moment contre un projet de réforme de notre système de retraite, idéologique et extrêmement régressif socialement. Cependant le problème de la transition écologique reste largement ignoré dans les débats. Les projections utilisées par le

conseil d'orientation des retraites (COR), organisme public chargé d'analyser les évolutions et de suivre les perspectives à long terme du système reposent sur des modèles de croissance et de productivité du siècle dernier et parient sur une croissance annuelle du PIB comprise entre 1,1 et 1,9 % d'ici à 2070. Une croissance annuelle moyenne du PIB de 1,5 % produirait en un doublement du PIB en 50 ans. Or cette croissance repose sur l'exploitation des richesses naturelles qui comme nous l'avons vu ne sont pas inépuisables avec une tendance à la diminution drastique plutôt qu'au doublement, ce qui fait dire à l'économiste Jean Gadrey que ces scénarios de croissance du COR, même celui à 1 % par an sont « climaticides et donc homicides »¹⁰. Alors que faire? La solution prônée par les partisans de la décroissance réside dans le meilleur partage des richesses (pour rappel 1 % des Français les plus riches concentrent 17 % des richesses) et la réduction des inégalités. Il faut revoir notre façon de vivre ensemble et reprendre le contrôle de nos vies.

8 Abraham Y.-M., « Pour un syndicalisme écosocialiste », *Nouveaux cahiers du socialisme*, 17 avril 2019. (<https://www.cahiersdusocialisme.org/pour-un-syndicalisme-ecosocialiste-2/>).

9 Löwy M., « Scénarios du pire et alternative écosocialiste », *Nouveaux Cahiers du Socialisme*, août 2009 (<https://www.cahiersdusocialisme.org/scenario-du-pire-et-alternative-ecosocialiste/>).

10 Gadrey J., « Grand COR malade : toute prospective des retraites présupposant la croissance revient à pourrir la vie des futurs retraités », *Alternatives économiques*, 12/12/2019 (<https://blogs.alternatives-economiques.fr/gadrey/2019/12/12/grand-cormalade-toute-prospective-des-retraites-presupposant-la-croissance-revient-a-pourrir-la-vie-des-futurs-retraites>).